

# Un appartement étudiant qui rime avec engagement

Se loger décentement à un prix raisonnable lors de ses études relève souvent d'une gageure. Pourtant, des solutions existent, liées à des projets d'entraide.

## solidarité

Comme tous les mercredis après-midi, Simone, Alice, Louis, Gabrielle et Édith se réunissent dans leur salon chaleureux pour faire le point sur les actions de la semaine. Ils ont entre 20 et 22 ans, étudient dans une université parisienne et partagent un appartement de 92 m<sup>2</sup> dans une résidence étudiante à Paris (XIII<sup>e</sup>). Simple colocation étudiante ? Pas tout à fait. Ce sont des « kapseurs ». L'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev) les a sélectionnés pour œuvrer dans une « colocation à projets solidaires » (Kaps). En échange d'un loyer inférieur au prix du marché, les étudiants organisent des projets d'animation sociale dans le quartier. Une solution qui répond à deux difficultés majeures des étudiants : le logement et le sentiment de solitude, selon une étude de la Conférence des présidents d'université de 2009.

### Renforcer la mixité

Pour nos cinq kapseurs, chargés d'animer une résidence à loyer modéré, cela représente entre 5 et 10 heures d'investissement par semaine, selon les activités mises en œuvre. « On organise des cafés, des jeux de société... Cela permet aux habitants de se rencontrer », détaille Alice. Pas facile pour autant d'intéresser les locataires. « La première année d'une Kaps est toujours un peu plus difficile que les autres », admet Marion Chrétien, déléguée territoriale de l'Afev pour le sud de Paris.

Des volontaires de l'association accompagnent donc les kapseurs pour maintenir intacte leur motivation. « Je craignais au début de ne pas pouvoir dégager huit heures par semaine pour les animations. Finalement, c'est tout à fait tenable. On peut s'organiser comme on veut. Nous avons carte blanche sur les projets », témoigne Édith, qui mène de front deux licences.



RÉSEAU COSI

**LA COHABITATION ENTRE JEUNES ET SENIORS** répond à la pénurie de logements et renforce les liens intergénérationnels.

### À SAVOIR

**Pour s'engager ou devenir kapseur, deux sites de référence :**  
 • rejoins.afev.org  
 • reseau-cosi.org

## Ils ont construit leur logement, modulable et durable

« TROIS ÉTUDIANTS DE L'ÉCOLE DES MÉTIERS DE L'ENVIRONNEMENT (Eme), au sud de Rennes, ont emménagé dans une habitation, thermiquement performante, sur le campus de Ker Lann. De la conception du projet à la construction, ils ont tout fait ! « Nous voulions montrer qu'il était possible de construire un logement durable pour le coût de la location d'une chambre d'étudiant », témoigne l'initiateur de cette habitation innovante, Pierre Lumalé. Au total, ils ont bâti 120 m<sup>2</sup> : quatre modules en bois de 24 m<sup>2</sup> et une cuisine commune centrale. « Le bâtiment est modulable et déplaçable, l'objectif n'étant pas d'investir dans du foncier, mais d'utiliser des espaces en attente d'urbanisation », précise l'étudiant. Encouragée par la région Bretagne, cette initiative unique en son genre ne demande qu'à essaimer. Dans le cadre d'un appel à projets sur l'économie circulaire, ils planchent sur un modèle clés en main.



Boursière, elle complète ses revenus avec divers petits boulots. Grâce au faible loyer de 205 € par mois, elle s'en sort.

La capitale compte actuellement 13 Kaps. Mais un récent partenariat avec la ville va permettre l'ouverture de 100 nouvelles places dans 10 sites situés dans des quartiers populaires, pour y organiser des ateliers éducatifs et citoyens à l'attention des enfants. Aujourd'hui, 600 jeunes sont logés dans des Kaps, dans une trentaine de villes en France.

services et, dans la moitié des cas, d'une indemnité mensuelle. Cette formule, qui existe depuis 2003, permet aujourd'hui à plus d'un millier de binômes de se former chaque année. La « formule solidaire » offre un logement gratuit contre la présence du jeune plusieurs soirs par semaine et un week-end sur deux.

La « formule conviviale » suppose une indemnité d'occupation payée par le jeune, inférieure au prix du marché. En moyenne, elle s'élève à 200 € par mois. « L'engagement est surtout moral, précise

Joachim Pasquet, directeur du réseau national Cosi. C'est une présence bienveillante et d'entraide : rapporter le pain, des médicaments... Si le jeune a des examens, la personne âgée peut lui préparer un repas. Tout cela n'a pas à être écrit noir sur blanc. Il ne s'agit pas d'une aide à domicile. »

Pour Manon Muller, 25 ans, originaire de l'Ain, cette cohabitation représente un remède à la solitude. Après avoir renoncé à sa ferme pédagogique en Haute-Marne, elle se réoriente vers des études d'ambulancière à Dijon, où elle ne connaît personne et frappe à la porte de Binome21, qui la met en contact avec Nadine, une dynamique retraitée de 75 ans. « J'adore savoir qu'il

Cette formule rencontre du succès auprès des bailleurs sociaux, pour renforcer mixité et lien social. Mais si elle répond au besoin en logements des jeunes entre 18 et 30 ans, elle demande une réelle volonté de s'engager, motivation que l'Afev teste lors d'entretiens collectifs et individuels. « À Paris, nous recevons plus de 500 demandes pour 60 places », convient Marion Chrétien. Dans les autres villes, le ratio serait plutôt de trois demandes pour une place.

### Liens intergénérationnels

Une autre option, dans 30 départements, aide à combiner faible loyer et engagement : la colocation solidaire intergénérationnelle (Cosi), dans laquelle une personne âgée accepte un jeune chez elle en échange d'un lien convivial, de menus

ya quelqu'un qui m'attend. Durant mon stage, le repas était prêt quand je rentrais tard. Inversement, c'est moi qui m'en charge lorsqu'elle a des réunions. Elle est devenue une amie ! J'ai parfois du mal à garder à l'esprit qu'elle n'a pas le même âge que moi ! » s'enthousiasme la jeune femme.

Dans sa thèse sur l'engagement étudiant, soutenue en 2017, Claire Thoury, déléguée générale d'Animafac, le réseau des associations étudiantes, observe que cet engagement ne se fait plus au profit d'une structure, mais d'une cause ou d'un projet : « Quand ils s'impliquent, les étudiants veulent du concret et des résultats rapides. » L'Afev et le réseau Cosi répondent à cette aspiration ainsi qu'au besoin d'un logement décent. Qui a dit que la jeunesse était égoïste et individualiste ? MICHÈLE FOIN

TROIS QUESTIONS À...  
**JOËLLE BORDET**  
 Psychosociologue



## « Grâce à eux se crée un vrai mouvement de mixité sociale »

Chercheuse, Joëlle Bordet a rendu une évaluation de l'impact social du projet Kaps menée depuis 2015 pour le Centre scientifique et technique du bâtiment.

### LA VIE. Pourquoi avoir conduit cette évaluation ?

**JOËLLE BORDET.** Ces colocations à projet solidaire (Kaps) contribuent-elles à l'investissement des jeunes dans les quartiers populaires ? L'engagement n'est pas leur motivation première. C'est plutôt l'économie du loyer. Mais, grâce à son accompagnement, l'Afev les aide à s'engager ! Les étudiants découvrent ainsi l'utilité sociale. Ils sont jeunes, spontanés, ils inventent des activités qui créent du lien de voisinage, de la convivialité.

### LA VIE. Améliorent-elles la mixité sociale dans les quartiers populaires ?

**J.B.** Les kapseurs vont créer une forme d'altérité. Ce sont de bons passeurs, car ils ne vivent pas uniquement dans le quartier, mais aussi à l'université, dans la ville. Ils sont dans plusieurs espaces. Par leur témoignage, s'ils valorisent ces compétences dans leur cursus universitaire, se crée alors un mouvement de vraie mixité sociale, qui permet à ceux qui vivent dans les quartiers populaires de partager cette expérience avec ceux qui n'iront jamais. Cela encourage d'autres jeunes à devenir kapseurs.

### LA VIE. Tous les quartiers ne sont pas aptes à les accueillir. Pourquoi ?

**J.B.** Si elles apportent une réelle dynamique dans les quartiers populaires, les Kaps ne sont pas là pour résoudre les impasses des bailleurs sociaux ni résoudre une vacance de logements. Or les deux grandes impasses aujourd'hui sont les quartiers morts, où la démographie est en baisse, et ceux où règne l'insécurité. Nous avons donc réfléchi à des diagnostics d'implantation qui permettent à l'Afev d'anticiper les éventuels problèmes et de ne pas se laisser déborder par la demande des bailleurs sociaux. INTERVIEW M.F.